

HIVERS SOUS HAUTE TENSION QUI MET EN ÉVIDENCE UNE FAILLITE DE L'ÉTAT

Le gouvernement, acculé par la crise énergétique, a présenté en grande pompe sa campagne sobriété « réduire, décaler et éteindre ». Celle-ci ressemble davantage à une campagne du renoncement, alors que toujours plus de citoyens basculent dans la précarité énergétique

Pour préparer la population au risque de défaillance de fourniture d'énergie, l'État et EDF communiquent sur le manque de production d'énergie pour l'hiver 2022-2023. Afin de parer à cette situation, Enedis, par le biais des agences en région, prépare d'éventuelles coupures ciblées cet hiver au travers de ses plans d'urgence, ce qui serait une première en France.

Ces plans de délestage imposés aux citoyens pour l'hiver à venir ne seront pas des exceptions. Ils perdureront à long terme si une véritable stratégie sur l'énergie et l'industrie n'émergeait pas rapidement.

Nous sommes face à un risque de défaillance majeur sans précédent, comme l'indique le rapport de l'Institut Énergie et Développement, lors de sa présentation au Comité Sociale Economique Centrale d'EDF SA.

La séquence du mois de janvier sera celle de tous les dangers !

Le système électrique français souffre d'une sous-capacité de production pilotable qui expose les usagers aux risques de défaillance et à l'envolée des prix de l'énergie.

Chaque jour, des industriels annoncent la réduction, voire l'arrêt, de leur production en lien à l'explosion des prix de l'énergie.

Des collectivités sont également contraintes de priver les citoyens de certains services publics.

Dans ce contexte de tensions, les appels, voire les injonctions, à la sobriété énergétique pour économiser 4,7 GW se multiplient. Cela revient à faire porter aux salariés et à tous les usagers la gestion de la défaillance du système électrique.

La FNME-CGT rappelle que la responsabilité de cette crise incombe à l'État. La FNME-CGT sera extrêmement vigilante pour éviter que les salariés ne soient tenus responsables d'une situation qu'ils ont dénoncée depuis plusieurs années notamment à l'occasion de la fermeture successive du parc thermique, des stockages de gaz, de la centrale de Fessenheim, mais aussi lors des renoncements de maintenance dans l'hydraulique, lors de la réduction des emplois dans le secteur...





Il est urgent de réaliser un bilan de la déréglementation du secteur de l'énergie depuis 2004, avec l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz, pour tirer des conclusions et des perspectives afin de préserver les citoyens et tous les usagers. Il est urgent de revenir à une souveraineté énergétique qui pourra répondre aux besoins et à l'accès à l'énergie pour tous.

Nous sommes face à la faillite de l'État sur ces choix politiques : Ouverture au marché et à la concurrence du secteur de l'électricité mais aussi du gaz, sur les consommations d'usage comme le chauffage, manque de décisions sur des capacités de production pilotable ainsi que de stockage pour préserver la souveraineté énergétique de notre pays.

Pour la FNME CGT, l'énergie doit sortir de la logique du marché et doit être une propriété sociale pour permettre l'accès à l'énergie à toutes et tous sans distinction, à un prix maîtrisé.

La solution est de revenir aux monopoles publics sur le Gaz et l'Électricité, par une nationalisation nouvelle, pour assurer le Service Public de l'Énergie, pour assurer notre souveraineté énergétique et pour appliquer un tarif réglementé à tous les usagers.

La FNME-CGT porte ces alternatives dans son Programme Progressiste de l'Énergie.